



L'organisation municipale et régionale au Québec en 2014



Ce document a été produit par le ministère des Affaires municipales
et de l'Occupation du territoire (MAMOT).
Les informations qu'il contient sont à jour au 1^{er} juin 2014.

Il est publié en version électronique à l'adresse suivante : www.mamrot.gouv.qc.ca.

© Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales
et de l'Occupation du territoire, 2014

ISBN 978-2-550-71059-2 (PDF)

Dépôt légal – 2014
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

Tous droits réservés. La reproduction de ce document par quelque procédé
que ce soit et sa traduction, même partielles, sont interdites sans l'autorisation
des Publications du Québec.

TABLE DES MATIÈRES

L'organisation municipale.....	5
---------------------------------------	----------

Le palier local	5
------------------------------	----------

Les municipalités locales	5
---------------------------------	---

Les municipalités, villes, paroisses, villages, cantons et cantons unis	6
--	---

Les villages nordiques	7
------------------------------	---

Les villages cris et le village naskapi	8
---	---

Le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James	8
--	---

Les territoires locaux par types et par strates de population	10
--	----

Le partage des responsabilités quant à la fourniture de services par le gouvernement et les municipalités ..	12
---	----

Les arrondissements	12
---------------------------	----

Les agglomérations	13
--------------------------	----

Le palier supralocal	14
-----------------------------------	-----------

Les municipalités régionales de comté	14
---	----

Les communautés métropolitaines	16
---------------------------------------	----

L'Administration régionale Kativik	17
--	----

TABLE DES MATIÈRES

L'organisation régionale.....	18
Les conférences régionales des élus	18
Les instances de concertation	19
La Table Québec-municipalités (TQM)	19
La Table Québec-Montréal métropolitain pour l'aménagement et le développement (TQMMAD) et la Table Québec-Québec métropolitain pour l'aménagement et le développement (TQQMAD)	19
La Table Québec-régions (TQR)	20
Le Comité des partenaires de la ruralité	20

L'ORGANISATION MUNICIPALE

LE PALIER LOCAL

Les municipalités locales

Une municipalité locale est formée d'un territoire et des habitants et contribuables de celui-ci. Elle est dirigée par un conseil composé d'un maire et de conseillers, tous élus parmi la population du territoire. Le nombre de conseillers varie selon les municipalités.

1133 municipalités locales et 1 gouvernement régional

1110 municipalités locales constituées selon les régimes municipaux généraux	883	régies par le Code municipal
	227	régies par la Loi sur les cités et villes
23 municipalités locales	14	régies par la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik
	9	régies par la Loi sur les villages cris et le village naskapi
1 gouvernement régional constitué selon des régimes municipaux particuliers et situé principalement dans le Nord-du-Québec	1	gouvernement régional régi par la Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et par la Loi sur les cités et villes

Bien qu'elles puissent être comprises dans le territoire d'une municipalité, certaines entités, comme les réserves indiennes, les établissements amérindiens, les territoires cris, le territoire naskapi et les terres réservées inuites, ne possèdent pas le statut de municipalité. De plus, toute partie du territoire du Québec qui n'est pas celui d'une municipalité locale est un territoire non organisé (TNO).

Les municipalités, villes, paroisses, villages, cantons et cantons unis

Les 1 110 municipalités locales régies par la Loi sur les cités et villes et le Code municipal ont différentes désignations. La désignation apparaît dans le nom officiel de la municipalité, mais n'a pas d'effet sur son organisation ou ses pouvoirs. De plus, certaines municipalités possèdent une charte qui, généralement, leur accorde des pouvoirs particuliers.

Désignation	Nombre	Principale loi d'application
Municipalité	638	Code municipal*
Ville	223	Loi sur les cités et villes
Paroisse	159	Code municipal
Village	44	Code municipal*
Canton	44	Code municipal
Cantons unis	2	Code municipal
Total	1 110	

* À l'exception de la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine, de la Municipalité de Rigaud, de la Municipalité de Lac-Etchemin et du Village de Senneville qui sont régies par la Loi sur les cités et villes.

Les villages nordiques

Une municipalité de village nordique jouit essentiellement des mêmes pouvoirs et compétences que les autres municipalités locales. Il y a, par contre, certains éléments qui les distinguent, notamment au chapitre des élections, de la fiscalité et du personnel municipal.

La population des 14 villages nordiques

Akulivik	666	Kuujjuaq	2 525
Aupaluk	205	Kuujjuarapik	681
Inukjuak	1 825	Puvirnituq	1 791
Ivujivik	386	Quaqtaq	399
Kangiqsualujjuaq	819	Salluit	1 391
Kangiqsujuaq	739	Tasiujaq	318
Kangirsuk	537	Umiujaq	470

Total : 12 752 habitants

Les villages cri et le village naskapi

Une municipalité de village cri ou de village naskapi, constituée aux fins de la gestion municipale des terres de catégorie IB, a essentiellement les mêmes pouvoirs et compétences que les autres municipalités locales, à quelques différences près. Notons toutefois que les communautés crie et naskapie sont installées sur des terres de catégorie IA, de compétence fédérale, ne faisant pas partie de municipalités. Cette catégorisation en terres IA et IB découle de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

Le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James

Existant depuis le 1^{er} janvier 2014, le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James est un organisme municipal régi par la Loi sur les cités et villes remplaçant la Municipalité de Baie-James. Il agit à titre de municipalité locale sur son territoire et peut déclarer sa compétence à l'égard des domaines de compétence relevant d'une MRC. De plus, il est réputé agir à titre de conférence régionale des élus pour des questions touchant son territoire.

Le conseil du Gouvernement régional est formé à parité par des membres du conseil du Gouvernement de la nation crie ainsi que par des représentants des municipalités enclavées dans son territoire (Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon, Matagami) et des résidents de son territoire.

Les 14 villages nordiques, les 8 villages cris et le village naskapi



Les territoires locaux par types et par strates de population

Municipalités locales et gouvernement régional	Nombre	Population	Proportion (%)
Municipalités régies par le CM ou par la LCV			
De moins de 2000 hab.	718	608 849	7,5
De 2000 à 9999 hab.	290	1 179 276	14,5
De 10 000 à 24 999 hab.	57	882 727	10,8
De 25 000 à 99 999 hab.	35	1 561 208	19,1
De 100 000 hab. et plus	10	3 849 304	47,2
Villages cris ¹	8	—	—
Village naskapi ¹	1	—	—
Villages nordiques	14	12 752	0,2
Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James	1	2 038	0,02
Sous-total	1 134	8 096 154	99,3
Communautés ou territoires qui ne sont pas des municipalités			
Territoires non organisés	96	1 913	0,02
Territoires cris ¹	8	16 436	0,20
Territoire naskapi ¹	1	637	0,01
Terres réservées inuites ¹	12	0	—
Réserves indiennes ¹	30	40 194	0,49
Établissements indiens ²	6	—	—
Sous-total	153	59 180	0,73
Total	1 287	8 155 334	100

Source : Décret de population pour 2014 : Décret 1293-2013 du 11 décembre 2013, *Gazette officielle du Québec*, partie 2, 3 janvier 2014. Estimation au 1^{er} juillet 2013.

Note: L'arrondissement peut causer des totaux qui ne correspondent pas.

1. Le décret de population publié par le gouvernement ne contient pas de données de population pour les territoires des villages cris et naskapi (terres IB), les territoires cris et naskapi (terres IA), les terres réservées inuites et les réserves indiennes. Les données pour ces territoires figurant dans le tableau ci-dessus sont présentées à titre indicatif.
2. La population des établissements indiens est comprise dans celle des municipalités locales où ils se trouvent.

La population des 10 grandes villes de 100 000 habitants et plus

Montréal	1 698 062	Sherbrooke	159 448
Québec	530 163	Saguenay	147 100
Laval	416 215	Lévis	142 210
Gatineau	273 915	Trois-Rivières	134 012
Longueuil	237 894	Terrebonne	110 285

Ces dix grandes villes représentent 47,2 % de la population du Québec (décret de population pour 2014) ainsi que 55 % des emplois (Enquête nationale auprès des ménages 2011).

Les 10 grandes villes de 100 000 habitants et plus



Le partage des responsabilités quant à la fourniture de services par le gouvernement et les municipalités

Services	G	M	Services	G	M
Santé et services sociaux	✓		Sécurité incendie		✓
Solidarité sociale	✓		Eau potable et assainissement des eaux		✓
Éducation	✓		Matières résiduelles		✓
Habitation	✓	✓	Loisirs et culture		✓
Réseau routier	✓	✓	Parcs et espaces verts	✓	✓
Transport en commun	*	✓	Aménagement du territoire et urbanisme	✓	✓
Service de police	✓	✓	Développement économique	✓	✓

* Dans la région métropolitaine de Montréal, l'Agence métropolitaine de transport a notamment pour mission d'accroître les services de transport collectif.

Les arrondissements

Faisant partie d'une municipalité locale, l'arrondissement est une instance de représentation, de décision et de consultation proche des citoyens, instituée pour préserver les particularités locales et pour gérer localement les services de proximité.

Le conseil d'arrondissement voit notamment à administrer certains services locaux, à consulter la communauté sur les règlements d'urbanisme et à faire des recommandations pour l'arrondissement au conseil municipal. Il est formé de conseillers élus par les habitants de l'arrondissement. Certains conseillers sont aussi membres du conseil de la municipalité.

43 arrondissements dans le territoire de 8 municipalités locales

Grenville-sur-la-Rouge • Lévis • Longueuil • Métis-sur-Mer
Montréal • Québec • Sherbrooke • Saguenay

Les agglomérations

Une agglomération est un territoire comprenant celui d'un certain nombre de municipalités liées, parmi lesquelles se trouve une municipalité centrale. Seule la municipalité centrale peut agir à l'égard des compétences d'agglomération, qui sont des compétences d'intérêt commun. À cette fin, elle a compétence, non seulement sur son propre territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée.

Ainsi, la municipalité centrale a, outre son conseil municipal, un conseil d'agglomération formé de représentants élus de toutes les municipalités liées. Il prend ses décisions à la majorité des voix. Le nombre de voix des représentants de chaque municipalité à ce conseil est accordé en fonction de la taille de la population qu'ils représentent.

Les compétences d'agglomération*

- Services de police, de sécurité civile et de sécurité incendie
- Évaluation municipale
- Transport collectif des personnes
- Voies de circulation constituant le réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
- Alimentation en eau et assainissement des eaux
- Élimination et valorisation des matières résiduelles

* Liste non exhaustive. Les compétences varient d'une agglomération à l'autre selon la loi.

Les 11 agglomérations comprenant un total de 41 municipalités locales

Cookshire-Eaton • La Tuque • Les Îles-de-la-Madeleine
Longueuil • Mont-Laurier • Montréal • Mont-Tremblant
Québec • Rivière-Rouge • Sainte-Agathe-des-Monts
Sainte-Marguerite—Estérel

LE PALIER SUPRALocal

Les municipalités régionales de comté

87 MRC + 14 villes et agglomérations ayant des compétences de MRC

Une MRC regroupe toutes les municipalités locales de son territoire ainsi que, dans certains cas, un ou des territoires non organisés (TNO). Sur 1 110 municipalités locales, 1 067 font partie d'une MRC et les autres sont hors MRC¹.

La MRC est dirigée par un conseil formé du maire de chacune des municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de la MRC ainsi que de tout autre représentant d'une municipalité locale selon ce que prévoit le décret constituant la MRC. Le conseil est dirigé par un préfet. Celui-ci est élu par les membres du conseil parmi ceux d'entre eux qui sont maires. Le conseil peut aussi décider que le préfet est élu par les citoyens de la MRC. Actuellement, 14 préfets sont élus au suffrage direct.

Des compétences des MRC

- Aménagement du territoire
- Confection de rôles d'évaluation; vente des immeubles pour défaut de paiement de taxes
- Élaboration du plan de gestion des matières résiduelles et du schéma de couverture de risques en sécurité incendie
- Mise sur pied et soutien des centres locaux de développement
- La MRC agit dans les TNO comme si elle était une municipalité locale.

1. Il y a 96 TNO au Québec, dont 94 se trouvent dans le territoire d'une MRC. Les deux autres, Baie-d'Hudson et Rivière-Koksoak, dans la région du Nord-du-Québec, sont situés hors MRC.

Les MRC par strates de population

Strate de population	Nombre de MRC	% de MRC	Population	% de la population du Québec
Moins de 10 000 hab.	5	6	28 800	0,4
De 10 000 à 49 999 hab.	58	67	1 497 594	18,4
De 50 000 à 99 999 hab.	14	16	877 165	10,8
100 000 hab. et plus	10	11	1 316 201	16,1
Total	87	100	3 719 760	45,6

Source : Décret de population pour 2014 : Décret 1293-2013 du 11 décembre 2013, *Gazette officielle du Québec*, partie 2, 3 janvier 2014. Estimation au 1^{er} juillet 2013.

Note: L'arrondissement peut causer des totaux qui ne correspondent pas.

Les 14 villes et agglomérations exerçant certaines compétences de MRC

Gatineau • agglomération des Îles-de-la-Madeleine
Laval • agglomération de La Tuque
Lévis • agglomération de Longueuil • Mirabel
agglomération de Montréal • agglomération de Québec
Rouyn-Noranda • Saguenay • Shawinigan
Sherbrooke • Trois-Rivières

Les communautés métropolitaines

La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ)

Les communautés métropolitaines ont pour mission d’assurer une plus grande cohérence dans la planification et la gestion du développement des régions qu’elles couvrent grâce à une vision partagée par l’ensemble des municipalités qui les composent.

CMM	CMQ
<ul style="list-style-type: none">• 82 municipalités• 4 307 km²• 3,8 millions d’habitants : 61 % à Montréal, Longueuil et Laval• Conseil composé de 28 personnes des municipalités membres. Le maire de Montréal en est d’office le président.	<ul style="list-style-type: none">• 28 municipalités• 3 595 km²• 782 501 habitants : 86 % à Québec et Lévis• Conseil composé de 17 personnes des municipalités membres. Le maire de Québec en est d’office le président.

Des compétences des communautés métropolitaines

- Aménagement du territoire
- Développement économique
- Développement artistique et culturel
- Équipements, infrastructures, services et activités à caractère métropolitain
- Transport en commun
- Planification de la gestion des matières résiduelles
- CMM : Logement social, assainissement de l’atmosphère et de l’eau
- CMQ : Développement touristique

L'Administration régionale Kativik

L'ARK exerce des compétences de niveau supralocal sur tout le territoire du Québec situé au nord du 55^e parallèle, à l'exclusion des terres de la communauté crie de Whapmagoostui. De plus, elle apporte un soutien technique aux villages nordiques dans diverses matières relevant de leurs compétences. Le territoire de l'ARK comprend deux TNO.

Les structures de l'ARK comprennent un conseil et un comité administratif. Le conseil s'occupe de la gestion des affaires de l'administration régionale et les 14 villages nordiques et le village naskapi y sont représentés. Le comité administratif, pour sa part, est chargé de l'administration courante et d'autres fonctions particulières.

Certaines compétences de l'ARK

- Administration locale
- Service de police
- Transports
- Communications
- Formation de la main-d'œuvre

L'ORGANISATION RÉGIONALE

LES CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS

Une par région administrative

Trois en Montérégie

Pour le Nord-du-Québec, les compétences

d'une CRE sont partagées entre quatre organismes

Instance régionale de concertation et de planification, la CRE est l'interlocutrice privilégiée du gouvernement en matière de développement régional.

Sa mission est de promouvoir et de soutenir le développement régional dans plusieurs secteurs d'activité, de favoriser la concertation entre les intervenants socioéconomiques du milieu et d'assumer la planification du développement régional.

La CRE est dirigée par un conseil d'administration. Celui-ci est formé, selon les cas, des préfets, de maires et de conseillers municipaux. Ceux-ci peuvent nommer des membres additionnels dont le nombre ne peut excéder le tiers de l'ensemble des membres du conseil. Ces membres additionnels sont issus des milieux de l'économie, de l'éducation, de la culture et de la science.

Les principaux mandats des CRE

- Favoriser la concertation des partenaires dans la région
- Élaborer et mettre en œuvre un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement de la région
- Donner des avis au ministre sur le développement de la région
- Conclure des ententes spécifiques pour la mise en œuvre du plan quinquennal de développement ou pour l'adaptation de l'action gouvernementale aux spécificités régionales

LES INSTANCES DE CONCERTATION

La Table Québec-municipalités (TQM)

Instance privilégiée de consultation et d'échanges du gouvernement avec le milieu municipal, la TQM est composée du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire ainsi que des représentants de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec.

Les associations municipales

La Fédération québécoise des municipalités (FQM)

L'Union des municipalités du Québec (UMQ)

Bien que les municipalités locales et les MRC puissent être membres de l'une ou l'autre des associations, la FQM représente davantage les MRC et les municipalités rurales tandis que l'UMQ représente davantage les municipalités urbaines.

La Table Québec-Montréal métropolitain pour l'aménagement et le développement (TQMMAD) et la Table Québec-Québec métropolitain pour l'aménagement et le développement (TQQMAD)

Présidées par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et composées des ministres responsables des régions faisant partie du territoire des communautés métropolitaines ainsi que de différents élus municipaux, la TQMMAD et la TQQMAD ont respectivement pour mandat de favoriser la concertation pour assurer l'efficacité de l'action publique en vue du développement durable des régions métropolitaines de Montréal et de Québec.

La Table Québec-régions (TQR)

Instance privilégiée de consultation et d'échanges entre le gouvernement et les régions en matière de développement régional, la TQR est composée du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et des présidents des CRE.

Le Comité des partenaires de la ruralité

Présidé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et composé des présidents de l'Association des centres locaux de développement du Québec, de la FQM, de Solidarité rurale du Québec et de l'UMQ, le Comité des partenaires de la ruralité appuie le ministre dans la mise en œuvre et le suivi de la Politique nationale de la ruralité.

www.mamrot.gouv.qc.ca



**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec

